



Toulouse le 1^{er} décembre 2025

Objet : Actualités sociales

La Dépêche 24 novembre 2025 : A l'occasion du salon des maires et des collectivités territoriales la banque des territoires a dévoilé un plan d'action centré sur la santé et le grand âge, conçu pour répondre à la transition démographique et à la progression des déserts médicaux. Appuyé sur la feuille de route du groupe Caisse des Dépôts, cette stratégie s'organise autour de trois priorités : faciliter l'accès aux soins, accompagner le maintien à domicile et soutenir l'évolution de l'offre médicosociale. Pour renforcer cette démarche, l'institution s'associe à Alogia et déploie un outil d'analyse mobilisant big data et intelligence artificielle. La solution fournit des indicateurs permettant d'évaluer les besoins locaux en matière de dépendance, d'accès aux soins, de logements adaptés et de maillage médicosocial. Les collectivités peuvent ainsi solliciter un diagnostic territorial en vue d'un accompagnement en ingénierie, en prêt ou en investissement.

6 Médias 25 novembre 2025 : Le Sénat a largement voté contre la suspension de la réforme des retraites dans le budget 2026 de la Sécurité Sociale. Le texte devra revenir à l'Assemblée Nationale où la majorité pourrait, à nouveau, l'infléchir.

La Dépêche 29 novembre 2025 : Jamais nous n'avons disposé d'autant d'outils pour comprendre le monde, et jamais il n'a été aussi facile de s'y perdre. C'est un peu pour ça qu'existent les Maisons France Services : Accompagner les citoyens dépassés et notamment les seniors, à cause de la fracture numérique. La disparition progressive des guichets a eu raison d'un certain nombre d'usagers « trop vieux » pour comprendre les rouages d'internet ou pas assez « riches » pour disposer d'un ordinateur, et effectuer leurs démarches en ligne. L'ampleur du besoin d'accompagnement est criant en zone rurale. A l'heure où l'Administration multiplie la dématérialisation de ses procédures, les maisons France Service apportent un indispensable lien humain à tous ceux qui sont moins ou pas à l'aise avec les applications ou sites web. Pour la Cour des Comptes, leur maillage très dense contribue à réduire le sentiment d'abandon et simplifie le parcours des démarches.

Le Média Social 22 novembre 2025 : Le premier ministre envisage d'étoffer les compétences des départements dans le champ social, médicosocial et sanitaire. Ils auraient les pleins pouvoirs en ce qui concerne le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie.

Le 1^{er} décembre entrera en vigueur la réforme de la prise en charge des fauteuils roulants, à 100% par l'Assurance Maladie.

Le Média Social 27 novembre 2025 : Dans le cadre de la deuxième phase de campagne budgétaire des établissements Sociaux et médicosociaux (ESMS) pour personnes âgées et handicapées, le ministère en charge de l'autonomie crée un fond exceptionnel pour la transition écologique des EHPAD, de 49 millions d'euros.

ASH 28 novembre 2025 : Les nouvelles compétences des conseils départementaux alertent les professionnels. Selon Sébastien Lecornu, « il s'agira de faire du département, la collectivité des solidarités ». Le projet prévoit de faire d'eux les chefs de file de l'action sociale. Ils seront associés à la conception de la future « aide sociale unique » (ASU) qui regroupera le RSA (revenu de solidarité active), la prime d'activité et les aides au logement. Ils auront aussi le pilotage des politiques de maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie. « Le rôle

des départements sera renforcé, y compris pour les nouvelles formes d'habitat intermédiaire ». Dans un courrier, 18 réseaux associatifs et syndicats professionnels (UNIOPS – NEXEM – FEHAP – Fédération Hospitalière, GEPSO, APP, ADEDOM, SYNERPA, ADMR....) font état de leurs craintes : rupture majeure dans l'organisation de la protection sociale, mise en péril de la Branche Autonomie de la Sécurité Sociale, détournement de la mission de la Sécurité Sociale (protéger tous les citoyens, quel que soit leur lieu de vie). Ces dépenses ne figureraient plus dans l'ONDAM, inquiétude quant à la bonne volonté de certains départements. Ils réclament la mise en chantier de la grande loi Autonomie.

Francis De Block